Réseau associatif régional pour plus de solidarité ici et ailleurs

Lettre ouverte — Soutenir la jeunesse, défendre le dialogue

Récidev, tête de réseau régionale des associations engagées dans l'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, exprime son soutien aux mobilisations lycéennes et appelle au respect du droit de manifester.

Depuis plusieurs semaines, des lycéennes et lycéens se mobilisent pour dénoncer la dégradation de leurs conditions d'études. Classes surchargées, enseignants non remplacés, emplois du temps éprouvants, établissements vétustes, parcours individualisés et inquiétudes liées à l'orientation : derrière ces revendications se dessine une préoccupation commune, celle de pouvoir apprendre et construire son avenir dans des conditions dignes et équitables.

L'accès à une éducation de qualité, l'égalité des chances et le bien-être des jeunes sont essentiels à la construction d'une société plus juste et solidaire et sont pour nous une priorité. À travers les actions conduites tout au long de l'année depuis trente ans et celles de ses associations membres et partenaires, Récidev encourage chacune et chacun à comprendre les enjeux collectifs, à confronter ses points de vue et à prendre part à la vie démocratique. Cette ambition suppose de reconnaître aux jeunes une véritable place dans le débat public, y compris lorsqu'ils contestent les décisions qui les concernent.

Comment transmettre à la jeunesse le goût de l'engagement citoyen si, lorsqu'elle fait entendre sa voix, celle-ci se heurte à la répression ?

Beaucoup de ces jeunes n'ont pas encore l'âge de voter. Pour autant, ils sont directement concernés par les décisions politiques et doivent pouvoir faire entendre leur voix.

Récidev condamne les violences et les débordements qui peuvent survenir lors de manifestations, de part et d'autre et quels qu'en soient les auteurs. Cette position ne saurait toutefois justifier une réponse ouvertement répressive à la mobilisation des jeunes. Le recours à des agents de maintien de l'ordre parfois masqués et sans matricule d'identification, le recours aux gaz lacrymogènes et aux grenades de désencerclement, classées comme armes de guerre, lors de mobilisations essentiellement pacifiques, soulèvent des questions quant à la proportionnalité de l'usage de la force et au respect du droit de manifester.

Soutenir les lycéennes et lycéens ne signifie pas nécessairement partager chacune de leurs revendications. Cela signifie reconnaître leur légitimité à les exprimer, garantir leurs libertés fondamentales et considérer leurs préoccupations avec le sérieux qu'elles méritent.

L'engagement citoyen suppose de pouvoir débattre, questionner et agir en toute liberté. Récidev appelle les pouvoirs publics à privilégier le dialogue avec les jeunes mobilisés et à apporter des réponses concrètes aux problématiques qu'ils expriment, plutôt que de laisser la force et la violence étouffer la parole. Cette mobilisation fait écho à celle des associations françaises qui, il y a un an, manifestaient sous le mot d'ordre « Ça ne tient plus ! ».

Parce qu'une démocratie vivante se construit avec sa jeunesse, et non contre elle, sa parole doit être entendue et son intégrité respectée.

Besançon, le 8 octobre 2026,
Le Conseil d'administration